

COMMUNE DE
LAVERUNE

Envoyé en préfecture le 20/03/2023

Reçu en préfecture le 20/03/2023

Publié le

ID : 034-213401342-20230313-2023_14-DE




TERRASSES & ETALAGES

février 2023





sommaire

- 1** Dispositions générales
 - 2** Les terrasses
 - 3** Les étalages
- 





CHARTRE D'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LES TERRASSES ET ETALAGES

COMMUNE DE LAVERUNE

DISPOSITIONS GENERALES

Le présent document vise à préciser les conditions d'occupation du domaine public par les terrasses et les étalages.

- ❖ L'espace public communal appartient à tous et doit rester un lieu privilégié d'échanges et de partage. Au sein de celui-ci, toutes les fonctions et tous les usages légaux et autorisés (cheminement des piétons, activités publiques et privées, ...) doivent pouvoir y cohabiter.
- ❖ Toute activité commerciale sur l'espace public doit en renforcer l'agrément en respectant le cadre de vie des habitants. Ces activités commerciales et établissements associés participent à l'animation de la commune et à son économie, en favorisant l'attractivité commerciale, culturelle et touristique.
- ❖ Les occupations du domaine public doivent s'intégrer harmonieusement dans l'environnement urbain et révéler le patrimoine bâti existant.
- ❖ Les enjeux de transition écologique et énergétique doivent être pris en compte.
- ❖ L'implantation des terrasses et étalages sur le domaine public doit respecter les obligations en matière de sécurité et d'accès des secours et des véhicules de service.
- ❖ L'implantation des terrasses et étalages sur le domaine public doit respecter les obligations en matière d'accessibilité des personnes en situation de handicap.

LES TERRASSES

Les terrasses sont des lieux de convivialité et d'agrément, ouverts sur le domaine public, directement liés à l'activité commerciale permettant la consommation sur place.

Ces installations sont réservées aux personnes physiques ou morales exploitant des établissements dont l'activité fait partie de la liste suivante : restaurant, snack, bar, glacier, boulangerie, hôtel et salon de thé. Cette liste est exhaustive.

Les terrasses autorisées sur la commune sont réparties en deux catégories :

- **Les terrasses ouvertes et non permanentes**

Ce sont des terrasses simples délimitées par des éléments non fixés au sol et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle (tables, chaises, parasols disposés sans scellement au sol).

Des éléments de délimitation sont admis. Tous les éléments constituant la terrasse doivent être rangés à l'intérieur du commerce, ou de ses dépendances, pendant les heures de fermeture.

- **Les terrasses aménagées**

Ce sont des terrasses agrémentées de dispositifs non ancrés au sol qui ne sont pas rentrés tous les soirs tels que jardinières, parasols, brises vents...

La composition des terrasses

Tous les éléments constituant la terrasse (tables, parasols, chaises, chapiteau...) doivent produire un ensemble harmonieux tant dans les couleurs, conformément à la présente charte, que dans les matériaux et formes employés et être préalablement validés par l'autorité municipale au moment du choix, même en cas de changement en cours d'année.

Aucune inscription publicitaire ne doit apparaître sur le mobilier ou les autres éléments constituant la terrasse.

Mobiliers de terrasse et accessoires

1. Tables et chaises

Les tables et chaises qui composent une terrasse doivent concilier confort, aspect et résistance aux éléments naturels.

Un seul modèle est admis par terrasse (unité de forme et de couleurs) ou décliné dans la même gamme en harmonie avec les autres composants de la terrasse (stores, parasols et devanture).

Les tables et les chaises doivent être sobres, de bonne qualité et réalisées dans des matériaux nobles tels que le rotin, la résine, l'aluminium, l'acier, le tissu, le polypropylène et la fonte. Des associations de matériaux peuvent être admises : aluminium et tissu ou résine et tissu par exemple.

Les mobiliers en plastique ne sont pas autorisés.

Aucune inscription publicitaire ou promotionnelle n'est acceptée sur le mobilier. Certains coloris sont à proscrire (rubrique « couleurs autorisées »).

2. Les jardinières et végétalisation en façade

Les jardinières sont des éléments décoratifs de la terrasse, recevant des fleurs, plantes ou arbustes d'ornement.

Leur nombre ne doit pas provoquer d'effet de jardin privatif au détriment du domaine public. Elles doivent donc être disposées de façon ponctuelle.

Elles sont obligatoirement d'un modèle unique et situées à l'intérieur ou en limite intérieure de l'emprise autorisée de la terrasse. Il convient de veiller à ce que leur usage ne soit pas détourné en cendrier ou poubelle.

Les jardinières ne seront autorisées qu'après validation de l'autorité municipale.

Elles doivent être sobre et de qualité, en bois, métal ou résine, et en harmonie avec le mobilier de la terrasse et l'environnement.

Elles devront être garnies de fleurs, arbustes ou végétaux adaptés à la situation et maintenus en parfait état.

Les essences toxiques, les plantes artificielles, la publicité sur les contenants, les couleurs criardes, les jardinières et pots en matière plastique sont interdits. Les jardinières ne doivent pas comporter d'angles saillants ou d'arêtes vives, ceux-ci devront être arrondis.

Elles doivent être de hauteur maximale d'environ 1m50, végétation comprise.

Les jardinières devront être ôtées rapidement du domaine public en cas de nécessité.

Pour la végétalisation en façade une autorisation supplémentaire est nécessaire (*documents à retirer auprès du service urbanisme de la commune*).

3. Les écrans / les brises-vues

Les écrans sont des dispositifs mobiles et démontables ayant pour objectif de séparer et délimiter la terrasse.

Ils seront installés à l'intérieur du périmètre autorisé de la terrasse, sans en dépasser les limites y compris pour leurs supports. Ils ne doivent pas masquer les perspectives urbaines. Ces mobiliers doivent contribuer à la tranquillité et au confort des clients sans occasionner de gêne à la circulation des piétons et aux commerces voisins. Ces éléments doivent être préalablement validés par l'autorité municipale au moment du choix.

Ces mobiliers de délimitation ont une hauteur maximale de 0.80m pour les écrans pleins et de 1.50m pour les écrans transparents.

Les écrans sont composés d'une armature, support d'une toile tendue ou d'un panneau menuisé, et éventuellement vitré. La transparence doit être recherchée. Le cadre repose sur le sol par l'intermédiaire de pieds ou de platines, non scellés au sol. Tout ancrage au sol est interdit.

La publicité est interdite sur les écrans. Les écrans d'une même terrasse sont tous identiques et sobres, de teinte unique assortie à la composition de la terrasse, et maintenus en bon état de propreté. Ils doivent être parfaitement stables.

4. Les porte-menus

Le porte-menu comporte la liste et le prix des produits mis à la vente par l'établissement.

Les porte-menus doivent être réalisés en bois, en résine ou en métal peint. Ils ne doivent pas être de couleur criarde.

Le cadre devra être monté sur pied unique ou double. Le nombre de porte-menus autorisés est limité à 2 par établissement. Ils sont limités en taille (maximum un panneau amovible de largeur 80 x hauteur 120 cm). Ils peuvent se situer à l'intérieur du périmètre de la terrasse ou à proximité (angle de rue notamment).

5. Autres dispositifs

Les dispositifs particuliers tels que les banderoles, les filets, treillis, les calicots, les toiles tendues, les oriflammes, distributeurs de boissons ou alimentaires, ou tous autres éléments publicitaires ne sont pas autorisés. Toutefois, lors d'évènements exceptionnels (période de fêtes notamment) ces éléments peuvent être acceptés après demande et sous réserve d'acceptation par la commune.

Dans un souci de maîtrise de l'énergie et conformément à la loi, tout type de chauffage extérieur est interdit.

Parasols, chapiteaux et stores bannes

Les parasols, chapiteaux et stores bannes doivent être préalablement validés par l'autorité municipale au moment du choix. La commune pour des raisons d'esthétisme, de sécurité, d'intégration dans l'environnement peut refuser la proposition faite par un gérant d'installer une structure légère pour abriter sa terrasse, ou réduire la surface demandée.

Des dispositifs légers, amovibles et réversibles doivent permettre de retrouver une continuité visuelle et dégager les façades. Aucun scellement ne doit être effectué dans le sol. La stabilité de l'installation sera assurée par des dispositifs appropriés. Les éléments de type terrasse bioclimatique sont interdits.

Aucune inscription publicitaire ne doit apparaître.

En cas de fortes pluies, vent, grêle... ces éléments devront être pliés afin qu'ils n'occasionnent aucun dommage aux biens et aux personnes.

1. Les parasols

Les petits parasols sont à privilégier. Pour les grands modèles de parasols, pour des raisons de sécurité et de résistance aux vents :

- Les matériaux et diamètres des mâts et structures devront présenter une garantie de résistance aux vents forts
- Les parasols devront présenter une hauteur homogène sur un même linéaire

Les parasols doivent être de bonne qualité de matériaux (solidité et résistance aux vents forts et intempéries) et d'une unité de forme et de couleur unie, sur une même terrasse, choisie en harmonie avec le mobilier de la terrasse et le contexte environnant (espace public, façade, devanture, ...).

En aucun cas, ces dispositifs ne doivent, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt architectural et patrimonial des immeubles et des lieux avoisinants.

Tout ancrage au sol est interdit.

Ceux-ci pourront rester sur le domaine public pendant les heures de fermeture de l'établissement à condition qu'ils soient repliés.

Les parasols doivent être installés de telle sorte qu'une fois déployés ils ne dépassent pas l'aplomb des limites des zones autorisées et la hauteur de la façade de l'établissement.

2. Le chapiteau

C'est une structure couverte par un toit souple et étanche, fermée par des bâches latérales obligatoirement transparentes, amovibles ou non.

Le chapiteau doit présenter toutes les garanties requises, en termes de sécurité et de stabilité de la structure.

Il doit être de bonne qualité (solidité et résistance aux vents forts et intempéries) et choisi en harmonie avec le mobilier de la terrasse et le contexte environnant (espace public, façade, devanture, ...).

En aucun cas, ces dispositifs ne doivent, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt architectural et patrimonial des immeubles et des lieux avoisinants.

Le chapiteau devra être installé de telle sorte qu'une fois déployé il ne dépasse pas l'aplomb des limites des zones autorisées et la hauteur de la façade de l'établissement.

Ceux-ci pourront rester sur le domaine public pendant les heures de fermeture.

Aucun scellement ne doit être effectué dans le sol. La stabilité de l'installation sera assurée par des dispositifs appropriés.

3. Stores bannes

La pose de stores bannes fixés en façade est soumise à déclaration préalable et dans les secteurs concernés à avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Ces dispositifs ne peuvent être posés que sur des façades où il existe un trottoir et en voie piétonne. En aucun cas, ces dispositifs ne doivent par leur implantation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt architectural et patrimonial des immeubles et lieux avoisinants.

Les stores bannes seront placés entre les piliers maçonneries juste au-dessus des baies, ils seront d'une teinte ocre clair - teinte unie en harmonie avec la teinte de l'enduit des façades.

La présence d'un store interdit la pose de tout autre dispositif sous celui-ci comme des parasols.

La couleur du store doit être similaire à celle des autres éléments présents sur la terrasse (parasols et chapiteau).

Pour des raisons de sécurité et afin de préserver la lisibilité de l'architecture de la façade, le store banne doit :

- Être repliable notamment lors de la fermeture de l'établissement
- Présenter une longueur égale à celle de la vitrine sans recouvrir les portes d'entrée des immeubles
- Être composé de matériaux et structures présentant une garantie de résistance aux vents forts

L'éclairage

L'éclairage des terrasses est limité à l'éclairage public.

Un complément d'éclairage sur tables (petits dispositifs mobiles autonomes en énergie, lampes rechargeables,) ou inséré dans le mobilier est autorisé à condition de ne pas nécessiter de câble apparent ou de goulotte en saillie sur le sol.

Les éclairages devront être sobres et discrets. Les éclairages clignotants et colorés ne sont pas autorisés. Toutefois, lors d'événements exceptionnels (période de fêtes notamment) ces éléments peuvent être acceptés après demande et sous réserve d'acceptation par la mairie.

Les coloris

Trois coloris sont admis par terrasse, la recherche d'une harmonie avec les autres composants de la terrasse ainsi qu'avec la façade du bâtiment doit être recherchée.

Les coloris recommandés et ceux proscrits sont applicables à l'ensemble du mobilier et aménagement composant la terrasse (parasols, tables, chaises, jardinières...).

Les coloris recommandés : nuances de beige / nuances de marron / blanc cassé / nuances de gris

Exemple de coloris proscrits : blanc brillant / noir / coloris fluos

D'autres couleurs, autres que celles proscrites, peuvent être proposés lors du rendez-vous de présentation de votre projet à l'architecte conseil et à la commune.

Tout nouvel aménagement ou modification d'un aménagement déjà existant doit faire l'objet d'une validation par l'autorité municipale et par l'architecte conseil de la commune.

LES ETALAGES

Un "étalage" est une installation destinée à présenter à l'exposition ou à la vente sur la voie publique, tous objets ou denrées sous réserve que la même prestation soit effectuée à l'intérieur du local commercial devant lequel il est établi. Un étalage est accolé à la devanture du commerce.

Un chevalet devant un commerce est considéré comme un étalage ; il convient de demander une autorisation auprès de la commune.

Seuls les propriétaires et gérants de fonds de commerce, en rez-de-chaussée, ouverts au public, peuvent obtenir une autorisation d'étalage.

Ne peuvent être exposées à l'extérieur que les marchandises ou produits vendus ou élaborés correspondant à l'activité du commerce.

Les étalages de textile et chaussures ne sont pas autorisés sur le domaine public.

Conditions à respecter pour la création d'un étalage :

- L'étalage ne peut occuper que le tiers de la largeur du trottoir et une distance d'au moins 1,60 m doit être garantie pour les piétons.
- Les étalages doivent être conçus et installés de façon à préserver l'aspect tant de l'immeuble que de la rue.
- A la fermeture du commerce, l'étalage doit être rentré à l'intérieur du commerce.

Les coloris

Les coloris recommandés : nuances de beige / nuances de marron / blanc cassé / nuances de gris

Exemple de coloris proscrits : blanc brillant / noir / coloris fluos

D'autres couleurs, autres que celles proscrites, peuvent être proposés lors du rendez-vous de présentation de votre projet à l'architecte conseil et à la commune.

Matériaux interdits : plastique

Tout nouvel aménagement ou modification d'un aménagement déjà existant doit faire l'objet d'une validation par l'autorité municipale et par l'architecte conseil de la commune.